

CSSS SC ECO TP

96/87

numero 382040  
B25323/2

982040

Jean-Yves Marchal

# Prémises d'un État moderne ? Les projets coloniaux dans le bassin des Volta, 1897-1960

Lorsqu'il prend possession de la vaste région du bassin des Volta et s'établit plus particulièrement dans le Moogo (ou « pays mossi »), l'État colonial est porteur d'un modèle de contrôle de la population et du territoire : il confirme le rôle de capitales<sup>1</sup> tenu par les anciennes résidences royales de Ouagadougou, Ouahigouya, Koupéla et quelques autres localités, crée des centres secondaires où se tiennent les foires agricoles et, surtout, tente de délester de leur « trop-plein » les villages après avoir, dans un premier temps, misé sur les fortes densités de population pour asseoir la prospérité de la nouvelle colonie.

## Reconnaissance des lieux et erreurs d'appréciation

Au détour de l'Histoire, quand le Moogo devient territoire français (1897), la société rurale qui l'habite est déficiente, périodiquement ébranlée par des crises de subsistance — ce que le colonisateur ne voit pas. Au contraire, induit en erreur par la densité de population élevée qu'il observe, il se méprend sur les capacités de production de la région, assimilant abusivement population nombreuse et abondance de biens. Or, la charge démographique a été imposée au Moogo et n'est pas « l'expression et la sanction d'une gestion efficace des ressources locales, naturelles et humaines » (Remy, Capron & Kohler 1977 : 621).

ORSTOM Fonds Documentaire  
N° : 25323  
Cote : B ex 1

1. « Capitale régionale » signifie « chef-lieu de cercle ».

## Le leurre des fortes densités

Avant la conquête, Binger (1892, I) décrivait le Moogo en ces termes :

« On entre dans de grandes plaines découvertes, pour la plupart défrichées [...] C'est une région de culture dans toute l'acception du mot ; la terre végétale m'a paru excellente » (p. 444).

« Ce pays m'a paru habité et peuplé depuis longtemps, car je n'ai nulle part rencontré ce que nous appelons la brousse. Partout ce sont des cultures en exploitation ou des terrains anciennement défrichés dont on a momentanément abandonné la mise en œuvre. C'est un pays de culture et d'élevage par excellence » (p. 483).

Binger poursuit son commentaire en faisant valoir que si les Moose<sup>2</sup> mettaient un peu plus d'ardeur au travail et portaient davantage attention aux vertus du commerce, ils n'en seraient que plus prospères :

« Favorisés par la nature qui leur offre un territoire presque en entier propre à la culture, les Mossi se reposent, cultivent ce qui leur est nécessaire pour vivre, mais pas plus, de sorte que, s'il n'y a pas de malheureux dans ce pays, on peut dire qu'il n'y a pas non plus de gens riches. Tout le monde vivote [...] Ce pays pourrait être riche, sa population est très dense (environ vingt habitants au kilomètre carré). On peut dire qu'à part l'élevage des ânes et du bétail, le Mossi ne produit pas grand-chose [...] ; le commerce y est à peu près nul [...] Les produits du sol ne suffisent pas à donner la prospérité à un pays. Il faut le commerce et l'industrie, chez les Noirs comme chez nous. [...] En résumé, la situation du Mossi n'est pas prospère mais, sous une sage administration et avec un chef énergique, elle pourrait le devenir » (*ibid.* : 501, 505).

On retrouve les mêmes propos, à quelques variantes près, dans les écrits datant des premiers temps de la « pacification ». Le lieutenant Voulet (1897) décrit la région comme étant habitée par « une population assez dense et homogène [...] atteignant des densités fortes de trente à trente-cinq habitants au kilomètre carré », et Terrier (1898 : 18-19) expose sans nuance que « le Mossi est une contrée fertile [...] où prospèrent les grandes cultures : le sol, cultivé sur de vastes étendues, donne en abondance sorgho, maïs, arachide, indigo, igname. Ce pays si riche possède une population très dense que peu de contrées africaines approchent ».

Marc (1909 : 92-96) est un peu plus pessimiste. Bien qu'il émette l'hypothèse d'une production de mil de 1 200 kg à l'hectare (le rêve des agronomes pour l'an 2000 !), il fait part de son inquiétude devant « l'aspect dénudé que présente le paysage et qui frappe tous ceux qui entrent en pays mossi ». « La surface défrichée considérable [où] la terre s'épuise vite » le rend perplexe :

« Dans un pays très peuplé comme le Mossi, les indigènes, à force de défricher de nouveaux champs, sont arrivés à faire disparaître une grande partie de la véritable savane. Ils ont conservé tous les arbres susceptibles d'utilisation [...] et ont détruit tout le reste [...] Le paysage présente donc comme un aspect caractéristique d'immenses plaines, dénudées en hiver, couvertes de cultures en hivernage, et parsemées d'habitations, sans que rien ne vienne en rompre la monotonie » (*ibid.*).

2. Moose : sing. *mooga*, « mossi ».

Marc témoigne aussi des premiers « glissements » de population hors du Moogo :

« Il existe [...], en plein pays gourounsi, une colonie mossi établie depuis une vingtaine d'années. Ces Mossi viennent de Manga, de cette région où, par places, la population atteint le maximum de ce que peut nourrir la terre dans les conditions où les Mossi la cultivent traditionnellement. La population trop à l'étroit dans le Manga a débordé dans le Gourounsi » (*ibid.*).

Pour l'auteur, l'expression « trop à l'étroit » se rapporte à une population qu'il estime à trois millions d'habitants répartis sur 80 000 km<sup>2</sup> (soit 37,5 hab./km<sup>2</sup>) dont 60 000 sont réellement habités et exploités (soit 50 hab./km<sup>2</sup>) entre la Volta noire, la Volta rouge, le 11<sup>e</sup> et le 12<sup>e</sup> parallèle. Ces chiffres de population sont évidemment excessifs<sup>3</sup> mais il est intéressant de garder en mémoire, pour ce qui va suivre, les deux observations faites par Marc : (1) « l'aménagement aéré » de l'espace dans un milieu profondément modifié où « les Mossi ne font pas preuve d'originalité en étendant indéfiniment leurs habitations et leurs cultures [et] où il semble que la population a atteint le chiffre maximum que peut nourrir la terre avec les méthodes actuelles » (*ibid.* : 96) ; (2) le phénomène de « bourgeoinement territorial » au-delà de la limite du Moogo, comme si la pénétration de nouveaux espaces réglait l'équilibre population/espace disponible.

Dans la conclusion de son étude, Marc semble toutefois oublier les remarques pertinentes qu'il a formulées et rejoint l'opinion qui prévaut à son époque : « Il est probable que le Mossi, avec ses immenses réserves de populations laborieuses, sachant se créer des ressources, non seulement par l'agriculture, mais aussi par l'industrie et le commerce, est encore appelé à jouer un rôle brillant » (*ibid.* : 183).

### La méconnaissance des crises de subsistance

Il ne manquait pourtant pas, en ce début de siècle, de témoignages faisant état de crises de subsistance, comme si un seuil physiologique était déjà atteint et que l'équilibre entre les besoins et les ressources suivit un « rythme malthusien, les catastrophes ramenant brutalement la population au niveau que sa civilisation matérielle lui impose et parfois bien en-dessous » (Goubert 1969 : 34)<sup>4</sup>. Il est très probable, en effet, que des

3. Une densité moyenne de 30-35 hab./km<sup>2</sup> (avancée par Voulet) ou de 50 hab./km<sup>2</sup> (estimée par Marc) paraît invraisemblable car, en 1975, elle était de 32 hab./km<sup>2</sup> pour l'ensemble du Moogo et de 43 hab./km<sup>2</sup> pour le Yatenga (province mooga, capitale Ouahigouya). Le premier recensement « sérieux » effectué dans la région de Ouahigouya, en 1909, donnait 249 452 habitants soit, pour une superficie de 12 300 km<sup>2</sup> que représente le Yatenga, une densité moyenne de 20 hab./km<sup>2</sup> — ce qui est déjà beaucoup pour l'époque.

4. Théorie malthusienne ou notion de « plafond naturel » : la population tend à s'accroître selon une progression géométrique tandis que les ressources dont elle dispose augmentent selon une progression arithmétique. Ainsi, l'écart va se

famines répétées aient provoqué la raréfaction des hommes (mortalité et abandon de l'habitat) et permis du même coup de réajuster les besoins aux ressources : modification de l'espace agraire par repli des champs, abandon des friches, régénérescence des « brousses ».

En tout cas, c'est bien l'image d'une démographie *contractée* que nous observons pour les premières décennies du xx<sup>e</sup> siècle : les « dents de scie » indiquent la fin d'un cycle de mortalité élevée induit par la succession des famines. Pour la dernière d'entre elles, celle de 1913-15, Tauxier<sup>5</sup> décrit le scénario suivant que l'on peut vraisemblablement projeter sur toutes les famines précédentes : une année, les conditions atmosphériques se révèlent défavorables. Si la chute de la production n'est pas trop importante, les réserves sont mises à contribution et la crise ne s'amorce pas. Cependant, si la récolte de la seconde année est encore déficitaire, la privation est alors plus dure : il faut économiser sur tout et notamment sur les semences. Semé plus clair, le grain donne moins tandis que la population, poussée par la faim, le récolte plus tôt, avant la maturation complète — ce qui diminue encore les ressources. Dans ces conditions, même si les pluies redeviennent « bonnes », le processus de la disette se déroule dès lors implacablement. Rien ne peut plus l'arrêter. C'est une fois la population éclaircie que, une ou deux années plus tard, la « prospérité » relative peut à nouveau s'amorcer et la croissance de la population reprendre. Souvenons-nous des observations de Marc (1909) : ici, des flots surpeuplés où la croissance démographique et les techniques de culture extensive font se presser les hommes aux lisières de la disette ; là, des espaces vides, sauvages, où le trop-plein de population se déverse quand il n'est pas subitement fauché par la pénurie de vivres — à l'égard de laquelle la crise climatique n'est que circonstance aggravante et non déterminante : la sécheresse empire ce que le système agraire provoque.

À la fin du xix<sup>e</sup> siècle, la société rurale vit dans l'inquiétude ; elle connaît un malaise décelable à de multiples indices. Les années de disette succèdent aux années « grasses » et, même à la suite des meilleures saisons, beaucoup de villages doivent parfois se contenter de nourriture de hasard (cueillette au moment de la soudure). Les sources orales et écrites, tout en ne permettant pas de mesurer approximativement la gravité de ces crises ni de délimiter les zones où elles sévissaient, fourmillent d'allusions aux pénuries alimentaires.

- Izard (1980 : 442, 467) mentionne deux grandes famines dans le Yatenga : la première, entre 1832 et 1839, la seconde, entre 1879 et 1884.

---

creusant entre l'augmentation de la population et celle des denrées alimentaires, jusqu'à ce que survienne une crise ramenant la population à un niveau compatible avec celui des productions vivrières.

5. L. Tauxier, Rapport politique (décembre 1915), Ouagadougou, Centre national de la recherche scientifique et technique, Archives du cercle de Ouahigouya.

- Krause (cité par Marc 1909 : 33), qui atteint le sud du Moogo à la fin août 1886, note que « toutes les caravanes sont arrêtées par suite de la famine qui règne au Mossi. C'est là un incident fréquent au milieu de l'hivernage rendant le ravitaillement tant précaire qu'aléatoire ».
- Le docteur Crozat (1891), parvenu à Ouagadougou en septembre 1890, rapporte dans ses notes que le Moogo *naaba*<sup>6</sup> aurait bien voulu le garder plus longtemps à ses côtés mais, comme ses vivres allaient s'épuiser, il lui conseilla de quitter sa capitale.
- Destenave (cité par Bassolet 1968 : 17), parvenu en juin 1895 à cent kilomètres au nord de Ouagadougou, est obligé de rebrousser chemin car il ne lui est plus possible d'acheter le mil nécessaire à la nourriture du personnel de sa mission.
- Voulet (cité *ibid.* : 38), regagnant Bandiagara à la fin septembre 1896 après avoir « conquis le Mossi », ne peut séjourner à Ouagadougou car les approvisionnements en tout genre y font défaut.
- Le capitaine de Batz (1901, cité par Héritier-Izard 1975 : 505-507) mentionne plus précisément l'« état réel de misère » de la partie ouest du Yatenga : « les cases sont vides et les greniers ne contiennent que quelques moules [mouds] de mil [...] Le pays est pauvre ».
- Enfin, dans un article du *Bulletin* des Missions catholiques du 28 août 1908 (cité par Prost [1975]), le père Thévenoud n'hésite pas à avancer le chiffre de 50 000 morts à la suite d'une famine dans le Mossi central, ce qui lui vaut quelques ennuis de la part de l'administration car le ministère des Colonies s'étonne que le gouverneur de la Haute-Volta n'ait pas cru devoir mentionner un tel événement dans son rapport. Nous connaissons par ailleurs les effets de la famine de 1913-15 dans le Yatenga (cercle de Ouahigouya) : plus de 57 000 personnes mortes de faim sur 215 000 habitants, d'après les recensements de Tauxier<sup>7</sup>.

### Un projet : produire sur place et à tout prix

Les fortes densités du Moogo cachaiert donc mal une situation de déséquilibre. Cependant, l'administration coloniale préfère dans un premier temps ne pas trop s'en inquiéter car, confiante en son œuvre « civilisatrice », elle pense pouvoir enrayer rapidement les crises alimentaires en forçant la population à accroître la production agricole.

En fait, les disettes vont être arrêtées avant qu'elles ne deviennent famines par la circulation interrégionale des céréales que l'administration

6. Moogo *naaba* : souverain de Wogodogo, dont la prééminence reconnue lui faisait jouer un rôle d'arbitre dans les conflits régionaux.  
 7. L. Tauxier, Rapport politique (décembre 1915), cf. *supra* n. 5.

sait organiser à temps quand elle y est attentive. Les crises de subsistance, quant à elles, ne disparaîtront pas car un phénomène nouveau se manifeste : l'allongement de la durée moyenne de vie, alors que le progrès économique — qui permettrait de dégager des ressources supplémentaires — ne se réalise pas ou se réalise mal. L'accroissement vertigineux de la population que l'on observe à partir des années 1920 n'est pas dû à une meilleure alimentation dans les villages — ce n'est pas l'augmentation de la production qui permet le développement démographique, la première reste décalée par rapport au second — mais aux effets immédiats des campagnes de vaccination que les services de santé organisent. La population double ses effectifs de 1920 à 1970.

Croissance rapide de la population, d'un côté ; élévation lente de la production, de l'autre ; tel se présente le déséquilibre allant s'amplifiant auquel l'administration française doit faire face.

Elle ne parvient pas à résoudre le problème. Son action provoque même des effets contraires à ceux qu'elle souhaite. L'extension des champs vivriers qu'elle suscite, les cultures d'exportation qu'elle introduit et l'impôt de capitation dont elle élève le taux chaque année désorganisent la production. Elle s'oriente alors vers une politique d'émigration après avoir constaté un peu tard que les villages moose, ferments de colonisation agricole, alimentaient d'autant plus vite les « espaces de solitude » en bordure du Moogo que son régime de contrainte se faisait plus dur.

### Accroître les superficies cultivées

Bien que la théorie d'E. Boserup (1970) n'ait pas encore été formulée, les Européens chargés de « mettre en valeur » le Moogo ont agi comme s'ils en étaient inspirés : la production de nourriture varie grandement en fonction de l'innovation et de l'effort humains ; la pression lente et soutenue d'une population sur les ressources apprend à cette population les vertus simples du travail et lui apporte la stimulation voulue pour innover, effectuer des améliorations agricoles et augmenter ainsi la productivité. Autrement dit : le moteur de la croissance agricole est la pression de la population, et l'énergie qui fait fonctionner ce moteur est le travail humain ; éventuellement, quelques instructions devraient suffire à programmer l'élévation de la production.

L'inconvénient, c'est que l'administration coloniale se trompait sur la valeur qu'elle accordait aux fortes densités recélées par le Moogo. A la suite de Marc, Tauxier (1912 : 482) émettait bien un avis réservé sur la prétendue « habileté agricole du Mossi qui n'est pas un très bon cultivateur » mais, avec tous les administrateurs de son époque, il pensait que les nuances de ce type importaient peu face à la potentialité de travail que représentaient « les masses indigènes terriblement obéissantes » (Delavignette 1932 : 529). Aussi l'administration a-t-elle imposé partout une

seule politique : produire plus, vite et bien, à la fois des céréales pour remplir les greniers de réserve et du coton et des arachides pour le commerce et le paiement de l'impôt.

Puisqu'elle ne s'intéressait qu'à la force de travail potentiel, l'administration a même porté toute son attention sur les plus grosses chefferies, là où la population était le mieux encadrée. C'est à elles que les commandants de cercle ont demandé préférentiellement, d'abord, un travail accru de la terre et, plus tard, les contingents annuels de manœuvres.

Cette politique a suscité de la part de la population des réponses variées, en fonction des groupes en présence, mais elles ont abouti ensemble, tôt ou tard, au même résultat : la fuite vers les « aires refuges ».

Dans les terroirs les plus peuplés, ceux placés sous commandement mooga, la population — malgré le zèle des chefs — a fait beaucoup de difficultés pour répondre aux efforts demandés car l'espace était déjà localement saturé. Tauxier (1917 : 154, 341) écrivait : « dans le village de Ouahigouya même, on ne fait jamais reposer les champs de brousse parce qu'il y a juste assez de terrain cultivable pour la population [...] Partout ailleurs, dans les endroits où la terre est bonne, elle est appropriée complètement ». Cette situation engendrait déjà, en période de déficit vivrier, des mouvements migratoires vers des espaces « intercalaires » laissés libres entre les commandements qui jalonnaient la frontière du Moogo au nord. Aussi les ordres de l'administration (en faveur de l'extension des cultures) ont-ils accéléré les départs — et particulièrement les départs de ceux dont le statut foncier était le plus précaire : les captifs et descendants de captifs. Ces derniers, libérés de fraîche date, disposaient de dotations de terre mal assurées et situées le plus souvent sur les sols les moins fertiles. Pour répondre aux demandes du commandant, les chefs ont été conduits soit à retirer les dotations accordées à leurs anciens captifs, soit à amputer ces dotations, ne laissant alors à leurs bénéficiaires qu'une « portion congrue » à peine suffisante à la satisfaction de leurs besoins vivriers. Ces « laissés pour compte » ont donc été les premiers à être rejetés des terroirs peuplés, en conséquence directe des mots d'ordre lancés par l'administration. Ils ont rejoint les « isolés » établis sur les marges du Moogo et ont été suivis rapidement par tous ceux qui cherchaient à se dérober aux diverses obligations de l'administration.

Dans les terroirs les moins peuplés, l'espace ne manquait pas et les défrichements ont pu s'y multiplier. Ici, c'est la production du coton et des arachides qui a provoqué les premiers éclatements des groupes de travail. Nous savons qu'en pays mooga comme ailleurs en Afrique soudano-sahélienne, le chef de groupe familial avait le contrôle de la production : il dirigeait les opérations culturales et distribuait la nourriture. « Dès l'instant où les plantes cultivées purent être vendues directement à un commerçant [...] les choses changèrent et les hommes placés sous l'autorité du chef de famille n'acceptèrent plus la concentration du pro-

duit de la vente entre les mains de ce dernier » (Raulin & Raynaud 1979 : 54). Ils commencèrent par vendre à leur profit la production de leurs champs individuels, puis cherchèrent à augmenter leur production au détriment des champs communs et donc à gagner pour leur propre compte des parcelles nouvelles. On connaît la suite : séparation *de facto* des sous-ensembles familiaux (matérialisée par l'éclatement de l'habitat), formation de groupes de travail restreints (contraints d'abandonner les anciennes techniques culturelles), extension de l'espace cultivé, et pour finir, émigration.

En mettant l'accent sur la valeur des individus plutôt que sur celle du groupe, l'administration souhaitait seulement développer à la fois les superficies cultivées et la division du travail...

Ce processus que nous venons d'évoquer a affecté toutes les collectivités passées sous régime colonial et n'est donc pas propre aux sociétés du bassin des Volta, à commencer par celle des Moose. Toutefois, ici plus qu'ailleurs semble-t-il, le processus a engendré la désorganisation du corps social : individualisation rapide de la production agricole et plus grande mobilité des individus.

### La fuite en avant

Jetons un regard sur la chronologie des événements. Pour la clarté de l'exposé, nous allons dissocier les « desserrements » de population sur les marges du Moogo des prélèvements effectués d'autorité dans les villages, mais il est entendu que ces événements se recoupent partiellement.

La production de coton et d'arachide est sans doute l'explication de l'évolution de l'espace cultivé dans les années 1920-1940, en même temps que celle des départs en masse. Les cultures commerciales ont exagérément provoqué l'extension de l'espace agraire sur les meilleurs sols non encore essartés ; elles ont aussi contraint les cultivateurs, assaillis de réquisitions, à fuir leurs villages.

Après la création de la Haute-Volta (mars 1919), le gouverneur Hesling lance le développement économique de la colonie. Pendant les huit années de son gouvernement (novembre 1919-octobre 1927), il persuade les commandants de cercle que la colonie « pouvait et devait exporter des milliers de tonnes [de coton] [...] A l'époque, ceux qui voyageaient en Haute-Volta mentionnaient ' l'enthousiasme forcé avec lequel les indigènes [...] se sont lancés dans les travaux agricoles ' » (Skinner 1972 : 355). Cette tentative de développement « autocentré » ne réussit pas à faire de la colonie un territoire viable, d'où son démembrement en 1932, la principale cause de l'échec ayant été l'insuffisance de la production cotonnière sur laquelle l'administration fondait tous ses espoirs.

Pourtant, les habitants n'avaient pas ménagé leurs efforts. En application des circulaires ordonnant à chaque village de fournir son quota de



coton — la possibilité d'extension des cultures de coton est considérable (avril 1924) —, le cercle de Ouahigouya avait fourni à lui seul : 67 t (1925), 132 t (1926), 3 t (1927, sécheresse), 150 t (1928), 53 t (1929, sécheresse et invasion acridienne) et 420 t (1930) de coton brut. Pour parvenir à ce résultat, des « sols neufs » avaient été défrichés car les ingénieurs des services agricoles prescrivaient que le coton (associé à l'arachide à partir de 1938) devait être cultivé sur des terres n'ayant jamais été exploitées de mémoire d'homme. Comme, dans les années 1930, certains villages devaient cultiver dix hectares pour fournir entre 500 kg et une tonne de coton (rendements de l'époque : 50 à 90 kg/ha), il n'y a pas long à s'apercevoir que, toujours pour le seul cercle de Ouahigouya, la culture de rente obligeait, bon an mal an, à défricher entre 400 et 800 ha de « brousse », ce qui représente pour la grande période cotonnière (1925-1932) entre 3 000 et 6 000 ha. Durant ces huit années, on peut estimer à 15 000-20 000 ha les superficies des défrichements obligatoires en pays mooga, au centre de la Haute-Volta. Cette politique agricole a eu pour effet immédiat de faire sortir les fauves de leurs repaires (les campagnes anti-fauves avec empoisonnement des mares sont signalées dans les rapports des années 1930) et, à plus long terme, de déclencher les premières manifestations sensibles de l'érosion. Cette fois, l'administration prend conscience de la saturation des terroirs, mais poursuit néanmoins sa politique d'extension des cultures : « A l'encontre de l'avis des chefs qui voient [dans les départs effectués sans autorisation] uniquement une manifestation de l'esprit d'indiscipline de leurs ressortissants, j'estime que la véritable cause de ces mouvements réside [...] dans l'insuffisance des terrains de culture existant aux abords des villages actuels. Les inconvénients de cette situation ne pourront que s'accroître avec le développement des cultures industrielles »<sup>8</sup>.

Les cultures obligatoires, intervenant dans une conjoncture de déficit vivrier (cycles de sécheresse en 1925-26 et 1928-29, suivis d'invasions acridiennes en 1928-30), déplaisent aux populations d'autant plus qu'elles n'améliorent en rien leur condition matérielle.

En 1928, les cultivateurs du Yatênga refusent de vendre le coton, prétextant que le prix qui leur est offert est trop bas ; celui-ci diminue, en effet, au fur et à mesure que les quantités apportées sur le marché (lors des foires agricoles) augmentent. Cette attitude des villageois oblige l'administration à poster des gardes-cercle sur les champs pour s'assurer que la récolte est bien faite (Delavignette 1932).

La plupart des régions du Moogo sont éprouvées : « la question de l'alimentation des populations est extrêmement angoissante », signale un rapport. Une disette survient, de 1928 à 1932, que les importations de

8. Rapport politique (deuxième trimestre 1937), Ouagadougou, CNRST, Archives du cercle de Ouahigouya.

céréales et la constitution de greniers de réserve ne suffisent pas à enrayer. Une turbulence migratoire s'ensuit.

Les « fuyards » rejoignent les premiers établissements fondés, en limite de la zone peuplée, par les captifs et par ceux qui ont fui la disette des années 1913-15. A compter des années 1920, on assiste donc à un véritable peuplement des marges du Moogo, demeurées jusque-là sous-peuplées<sup>9</sup>.

A l'ouest, en pays samo, nos enquêtes ont conclu à l'existence de trente-quatre établissements moose (10 000 personnes) créés entre 1917 et 1930. Il en va de même au nord, dans le Djelgodji et l'Aribinda, où trente-sept villages moose (15 000 habitants) sont « découverts » par le recensement de 1938, et en pays gurunsi, au sud-ouest et au sud du Moogo (ORSTOM 1975, fasc. 1).

A la suite du démembrement de la Haute-Volta (1932), le cercle de Ouahigouya est rattaché au Soudan (futur Mali) tandis que les autres cercles du Moogo sont intégrés à la Haute-Côte d'Ivoire. Cependant, l'éclatement de la colonie ne change en rien l'intensité des mouvements centrifuges vers les secteurs déjà cités et même vers ceux situés plus loin encore à l'ouest. Le fait nouveau de la période qui s'ouvre en 1932 réside, en effet, dans la création d'une nouvelle aire refuge à distance du Moogo, dans la boucle de la Volta noire, en pays bwa. En 1937, 700 Moose sont dénombrés dans le cercle de Dédougou. Ils sont 1 500 deux ans plus tard, et plus de 5 000 en 1948 (Lobstein, cité par Benoît 1973).

Ainsi, que ce soit pour échapper aux contraintes administratives ou aux disettes locales — les deux causes étant souvent associées —, un glissement continu de population en direction des secteurs sous-administrés et donc peu contrôlés se manifeste à partir du centre bien peuplé de la Haute-Volta.

### Vers l'organisation d'un développement « intégré » : le dépassement des frontières

Puisque le Moogo est jugé inapte à produire du coton, que les crises de subsistance se perpétuent et que la population fuit ses villages pour survivre ou échapper aux réquisitions, la solution imaginée par les autorités — dans un but à la fois pratique et humanitaire — est d'exercer des ponctions régulières sur ces « multitudes noires » (Delavignette 1946). La suppression de la colonie facilite cette politique. L'exceptionnelle concentration de population du pays avait déjà attiré l'attention des commissions d'enrôlement de l'armée ; elle allait, dans le courant des années 1930,

9. Le processus de colonisation discrète des secteurs peu visités par les autorités est général dans la boucle du Niger, entre 1915-1920 et 1945 (cf. GALLAIS 1975 ; SIDIKOU 1974).

être systématiquement exploitée au profit des chantiers et plantations de l'Afrique occidentale française (AOF).

Les coupeurs de bois de la Côte d'Ivoire avaient recruté des manœuvres dès 1919 mais c'est surtout à partir de 1922, avec l'ouverture des chantiers de chemin de fer, que la demande de main-d'œuvre se fait plus pressante. Ensuite, la crise alimentaire de 1928-1932 est mise à profit par les administrateurs pour mieux répondre aux demandes des agents recruteurs. Un régime de contrainte s'instaure et le gouverneur de la Haute-Volta, Arnaud, écrit en 1927 : « une industrie nouvelle est née : c'est le trafic de manœuvres, engagés par des intermédiaires, transportés en Côte d'Ivoire et cédés au plus offrant contre le versement d'une prime. Le commerce de bois d'acajou a ressuscité, dans une certaine mesure, le commerce du bois d'ébène » (cité par Lacardelle 1947).

Nombreux sont donc les Moose déplacés contre leur gré, qu'ils relèvent des cercles de Haute-Côte d'Ivoire ou du Soudan. S'agissant de ceux du second groupe, sachons que le cercle de Ouahigouya fournit à la Côte d'Ivoire entre 500 et 900 manœuvres par an jusqu'en 1932 et, à compter de cette date, entre 400 et 1 000 travailleurs par an aux chantiers de l'Office du Niger. En période de disette, l'administration recrute davantage car le souci avoué est bien de soulager de cette manière la pression démographique qui s'exerce dans le Moogo : « [il semble que nous] pourrions réunir en cas [de] famine [pour les chantiers un] certain nombre [d']hommes contraints [à] quitter momentanément [le] pays pour assurer leur existence »<sup>10</sup>.

## Produire ailleurs

Le thème de la famine est encore plus largement développé pour le recrutement des colons appelés à peupler les terres irriguées de l'Office du Niger. L'ingénieur Béline, « père » de l'Office, songe à prélever « ses » cultivateurs essentiellement dans les villages moose. Il espère qu'« un minimum de 50 000 individus consentira à émigrer en 1937 » (Hérbart 1939). Quelques années plus tard, le chiffre de 100 000 colons à recruter dans le Moogo sera même avancé (Lacardelle 1947). En fait, l'effectif total de population en colonisation à l'Office du Niger (Moose, Bambara, Minianka et Samo compris) atteindra seulement 15 000 en 1940 et 23 000 en 1945, dont moins de 6 000 Moose (Viguié 1950 ; Zahan 1963 ; De Wilde 1967).

L'idée de faire exploiter les terres du delta intérieur du Niger par des colons remonte à 1927 : le coton serait leur culture de rapport et le riz leur culture de subsistance. En 1932, l'Office du Niger est créé et le premier périmètre irrigué (Kolongotomo) est aménagé en 1935-36. En 1937,

10. Télégramme n° 570, 1<sup>er</sup> oct. 1934, Ouagadougou, CNRST, Archives du cercle de Ouahigouya.

le recrutement des familles commence dans le cercle de Ouahigouya (129 personnes). En 1938, 647 Moose (73 familles) sont établis en colonat. De 1939 à 1945, 400 à 500 personnes partent chaque année. En 1945, 5 564 Moose sont installés dans seize villages. Puis, à la fin de la guerre, le gouvernement de l'AOF décide une pause de cinq ans durant laquelle peu d'admissions nouvelles sont enregistrées. Les recrutements reprennent en 1950, et s'arrêtent définitivement en 1954 en Haute-Volta (Kohler, Marchal & Remy 1971 : 9-11).

Le but de cette entreprise de colonisation agricole tient du rêve géopolitique : créer de toutes pièces un nouveau pays mooga, prospère celui-là, avec l'accord de la chefferie traditionnelle. Une tournée de propagande est organisée dans les cercles de Kaya et Ouahigouya, où les recruteurs répandent la bonne parole : « Allez sur les terres de l'Office du Niger. Il paiera l'impôt pour vous ; vous ne ferez plus de prestations [...] vous serez tranquilles. Vous aurez beaucoup de femmes. La machine travaillera pour vous. Vous serez nourris gratuitement la première année » (Herbart 1939 : 95).

À la suite de cette tournée, les administrateurs délivrent des procès-verbaux aux « volontaires » sur lesquels il est indiqué que « les indigènes se rendent en colonisation dans le but d'y trouver des conditions de vie meilleures que dans leur village d'origine » (*ibid.*).

Jusqu'en 1942, les recrutements sont forcés. Les chefs de village se débarrassent à bon compte de leurs sujets rétifs, ce qui ne constitue pas une bonne propagande pour l'Office : « de longues années seront nécessaires pour préparer les esprits à des exodes massifs et, pour longtemps encore, il faut renoncer à procéder, ainsi que cela a déjà été envisagé, au transfert de villages entiers »<sup>11</sup>.

Peu à peu, le rêve d'un nouveau Moogo s'estompe, les recrutements à destination des casiers irrigués du Niger provoquant autour de Ouahigouya les mêmes réactions que les réquisitions de travailleurs pour les chantiers forestiers : mouvements « échappatoires » vers les aires refuges. En 1942, une brève visite de colons à leurs parents du Yatênga — visite organisée par l'Office — a pour résultat de rassurer les villageois sur le sort des émigrés et de susciter quelques engagements volontaires tardifs : bref moment de satisfaction après tant d'énergie déployée, alors que l'AOF est appelée à contribuer à l'« effort de guerre » et que l'on ne tolère plus, dans la colonie voisine de Côte d'Ivoire, que « des indigènes se refusent à apporter leur concours entier aux entreprises coloniales » (Lacardelle 1947).

11. Rapport politique (premier trimestre 1938), Ouagadougou, CNRST, Archives du cercle de Ouahigouya.

## Une colonie bassin de main-d'œuvre

Le 4 septembre 1947, la colonie de Haute-Volta est reconstituée, les prestations sont abolies et la libre circulation des personnes est autorisée. Une situation nouvelle se présente donc, favorable au retour des « déserteurs » partis vivre dans les aires refuges mais favorable également à un plus grand déploiement du phénomène migratoire.

Tout d'abord, la suppression du travail obligatoire provoque presque instantanément (1947-48) le retour d'un millier de personnes établies à l'Office du Niger ainsi que d'un nombre plus important encore de « fuyards » partis se cacher dans les « brousses » sahéliennes. Puis, dès le début des années 1950, le flux des départs se manifeste à nouveau et va s'amplifiant. C'est que l'Office du Niger comme le Djelgodji se sont vidés d'une partie de leurs effectifs, non pas au profit de réinstallations dans les villages d'origine, mais au bénéfice de nouvelles implantations dans les régions plus attractives que sont, d'une part, la boucle de la Volta noire et, d'autre part, la forêt ivoirienne. Il apparaît nettement que, pour cette dernière région, ce n'est pas la forêt qui faisait fuir auparavant les Moose mais les conditions de travail imposées sur les chantiers.

Le SIAMO (Syndicat interprofessionnel pour l'acheminement de la main-d'œuvre, créé en 1951) embauche en un seul trimestre de 1954 mille manœuvres à Ouahigouya, tandis que d'autres volontaires partent par leurs propres moyens travailler chez des planteurs ivoiriens et que d'autres encore vont s'installer dans la région de Dédougou et de Bobo-Dioulasso (pays bwa), qui perd son caractère d'aire refuge pour se « reconvertir » en terre promise, caractère qu'elle garde toujours.

Les autres aires d'accueil continuent elles aussi à se peupler. Le cordon de villages fondés le long de la limite ouest des cercles moose est peu à peu débordé ; des établissements se créent à proximité de la rivière Sourou. En 1951, 19 500 Moose sont recensés dans le cercle de Tougan et, en 1956, 26 700. Ils forment alors non plus 6 % de la population de cette circonscription, comme en 1939, mais 16 %. En 1960, ils sont estimés à 30 000, répartis en quatre-vingts établissements. Seul le Djelgodji se dépeuple lentement, alors que des liens durables se tissent entre les villages du Moogo et les aires d'accueil de l'Ouest voltaïque (Tallet 1985).

Le champ spatial mooga (cf. Benoît 1973) s'ouvre aussi largement en direction du sud, par-delà la frontière. Le mouvement des travailleurs volontaires à destination de la Côte d'Ivoire s'accroît au fil des années, facilité par l'amélioration des conditions de vie sur les chantiers et dans les plantations, notamment la possibilité offerte aux immigrants de venir accompagnés de leur(s) femme(s) et enfant(s) (proposition suggérée dès 1932 et refusée jusqu'en 1947 par les employeurs). Toutefois, l'explication du « déversement » mooga en Côte d'Ivoire ne se limite pas à cet aménagement des contrats de travail car les volontaires pour la Basse Côte ne

partent pas tous — il s'en faut de beaucoup — à la recherche d'emplois salariés. Des flots de colonisation se sont ouverts dans la forêt, à la périphérie des plantations européennes, et des villages moose ont été fondés, notamment en pays guro dès les années 1930. On vit là-bas comme à Dédougou, et peut-être mieux qu'à Dédougou car on cultive le caféier et le cacaoyer. Voici réalisé, avec plusieurs décennies de décalage et à 1 000 km plus au sud, le vieux rêve que l'administration n'avait pu réaliser ni dans le Moogo avec l'expérience cotonnière, ni à l'Office du Niger avec l'association coton-riz.

En forêt, d'une part, à surface et travail égaux, les cultures rapportent plus qu'au Moogo et, d'autre part, la saison pluvieuse est plus longue et permet donc de combiner sans difficulté dans l'emploi du temps, la culture de rapport et la culture d'autoconsommation (Sautter 1980 : 246-247). Enfin, « les autochtones cédant facilement la terre permettent la métamorphose des métayers et des salariés allochtones en planteurs, lesquels à leur tour engagent de la main-d'œuvre originaire de leur région de départ » (Chauveau, Dozon & Richard 1981 : 646).

L'ensemble de ces conditions fait qu'en 1960 les deux tiers des émigrés qui quittent le Moogo partent s'établir — définitivement pour certains — en Côte d'Ivoire.

### **Épilogue : tout est prêt pour l'indépendance**

Tous ces mouvements de population, prémisses des flux migratoires actuels, ne sont d'aucune manière ralentis par les initiatives tardives prises en matière agricole par le pouvoir colonial.

De la même façon qu'elle équipe les chefs-lieux de cercle de bâtiments « en dur » et de larges avenues tracées à l'équerre, qu'elle poursuit son programme de construction des routes (qui servent plus à la circulation des hommes qu'à celle des produits), l'administration équipe la campagne de petits barrages en terre et de ponts de ciment (à partir de 1950) tandis que les fonds du FIDES (Fonds d'investissement et de développement économique et social), puis du FEDES (Fonds européen de développement économique et social) sont employés (de 1949 à 1958) à créer des fermes-pilotes, à forer des puits pastoraux et à distribuer des charrues. Les premiers essais de lutte anti-érosive débutent, en 1956, dans le cercle de Ouahigouya. Jusqu'ici, on ne s'était guère préoccupé d'améliorer les conditions de vie dans les villages autrement qu'en prélevant de la main-d'œuvre dans les terroirs jugés « trop pleins ».

Cette politique de développement, qui se manifeste par un saupoudrage de petites réalisations, a peu d'impact sur la société sauf, peut-être, celui de la sensibiliser davantage à la faiblesse de ses productions et à la pauvreté de ses sols. A cet égard, on a remarqué au cours des enquêtes effectuées par l'ORSTOM de 1972 à 1974 que les explications données par

les émigrés à leur départ après 1950 étaient presque toutes stéréotypées — « parce que la terre était mauvaise, parce qu'il ne pleuvait pas » —, comme si d'autres raisons plus profondes avaient été oubliées : les forces d'expulsion concentrées dans les villages, liées au système d'exploitation extensive des terres. Pourquoi présenter l'émigration comme un malheur dû à la fatalité ?

Depuis la fin des années 1920, l'administration coloniale s'est efforcée de faire valoir auprès de la population qu'elle ne pouvait trouver sur place le moyen de payer l'impôt et, *a fortiori*, de s'enrichir, et qu'il était donc nécessaire d'aller chercher l'argent ailleurs. C'est de cette manière que peut être résumée la politique coloniale en matière de gestion de l'*espace plein*, et c'est un peu de cette manière que les Moose qui ont quitté leur pays expliquent aujourd'hui leur départ.

Le Moogo, jugé riche de potentialités au début du *xx<sup>e</sup>* siècle, est devenu (curieusement) une région défavorisée tenant une position d'annexe dans le dispositif colonial par rapport aux régions « rentables ». En une cinquantaine d'années, les fortes densités, d'attractives qu'elles étaient, sont devenues des poids « insupportables », exploitables seulement sous la forme de viviers de main-d'œuvre.

Au lendemain de l'indépendance, le président Yaméogo déclarait : « Le soleil s'est levé sur une Haute-Volta libre et indépendante, totalement maîtresse de son destin. » Il poursuivait : « C'est par le labeur acharné et quotidien de chacun que nous ferons lever de cette terre [...] les cités florissantes et les hommes comblés qui doivent marquer le visage de demain de la Haute-Volta » (cité par Bassolet 1968).

Depuis plus de vingt-cinq ans les gouvernements civils et militaires se sont succédé à la tête de l'État moderne : Haute-Volta, puis Burkina Faso. Mais qu'y a-t-il de changé dans le « possible » des gouvernants ayant à prendre en charge les destinées de la nation ?

ORSTOM, Paris, 1986.

#### BIBLIOGRAPHIE

BASSOLET, F.

1968 *Évolution de la Haute-Volta de 1898 à 1966*, Ouagadougou, Imp. nationale, 133 p.

BENOÎT, M.

1973 « Le champ spatial mossi dans les pays du Voun-Hou et de la Volta noire (cercle de Nouna, Haute-Volta) », *Cahiers de l'ORSTOM*, sér. Sciences humaines, X (1) : 115-137.

BINGER, L. G.

1892 *Du Niger au golfe de Guinée par le pays de Kong et le Mossi*, Paris, Hachette, t. I, 509 p. ; t. II, 411 p.

BOOTS, B. N.

1979 « Population Density, Crowding and Human Behaviour », *Progress in Human Geography*, III (1) : 13-63.

BOSERUP, E.

1970 *Évolution agraire et pression démographique*, Paris, Flammarion, 218 p. (« Nouvelle bibliothèque scientifique »).

CHAUVEAU, J.-P., DOZON, J.-P. & RICHARD, J.

1981 « Histoires de riz, histoires d'igname : le cas de la Moyenne Côte d'Ivoire », *Africa*, LI (2) : 621-658.

CROZAT, D<sup>r</sup>

1891 « Rapport sur une mission au Mossi », *Journal officiel de la République française*, 5-9 oct. : 4797-4801.

DELAVIGNETTE, R.

1932 « Le dynamisme de l'AOF : une nouvelle colonie d'Abidjan à Ouagadougou », *Bulletin du Comité de l'Afrique française* (mensuel) : 528-532.

1946 *Service africain*, Paris, Gallimard, 281 p. (« Problèmes et documents »), 6<sup>e</sup> éd.

DE WILDE, J. C.

1967 « Mali : l'Office du Niger. Une expérience d'agriculture irriguée », in J. C. D. W., ed., *Expériences de développement agricole en Afrique tropicale*, Paris, Maisonneuve & Larose, III : 7-71 (« Techniques agricoles et productions tropicales » XI, XII, XIII).

GALLAIS, J.

1975 *Pasteurs et paysans du Gourma : la condition sahélienne*, Paris, Éd. du CNRS, 239 p. (« Mémoires du Centre d'études de géographie tropicale »).

GOUBERT, P.

1969 *L'Ancien régime : la société*, Paris, A. Colin, 226 p. (« Collection U »).

GRIGG, D.

1979 « Ester Boserup's Theory of Agrarian Change : A Critical Review », *Progress in Human Geography*, III (1) : 64-84.

HERBART, P.

1939 *Le chancre du Niger*, Préface d'André Gide, Paris, Gallimard, 124 p.

HÉRITIER-IZARD, F.

1975 « Des cauris et des hommes : production d'esclaves et accumulation de cauris chez les Samo (Haute-Volta) », in C. MEILLASSOUX, ed., *L'esclavage en Afrique précoloniale*, Paris, Maspero : 477-507 (« Bibliothèque d'anthropologie »).

IZARD, M.

1980 *Les archives orales d'un royaume africain. Recherches sur la formation du Yatenga*, Paris, Université de Paris V, thèse d'État, 7 vol. multigr.



KOHLER, J.-M., MARCHAL, J.-Y. & REMY, G.

1971 *Les colons mossi à l'Office du Niger : l'expérience de trente années de colonisation agricole dirigée*, Paris, ORSTOM, 142 p. multigr.

LACARDELLE, P.

1947 *Exodes et migrations de Haute-Côte d'Ivoire en Gold Coast (1919-1947)*, Ouagadougou, Centre voltaïque de la recherche scientifique, 97 p. multigr.

MARC, L. F.

1909 *Le pays mossi*, Paris, Larose, VIII-187 p.

MARCHAL, J.-Y.

1979 « La pénétration mossi dans la plaine du Gondo et le Sahel », in J.-Y. M. & J.-P. LAHUEC, *Mobilité du peuplement bissa et mossi*, Paris, ORSTOM : 93-147 (« Travaux et documents » 103).

ORSTOM

1975 *Enquête sur les mouvements de population à partir du pays mossi (Haute-Volta)*, Ouagadougou, Ministère du Travail/Paris, Ministère de la Coopération, Paris, 3 t., 8 fasc.

PROST, A.

[1975] *Les missions des Pères Blancs en Afrique occidentale avant 1939*, Ouagadougou, Imp. de la Mission catholique, 179 p. multigr.

RAULIN, M. & RAYNAUD, E.

1980 *L'aide au sous-développement*, Paris, Presses universitaires de France, 261 p. (« Tiers Monde »).

REMY, G., CAPRON, J. & KOHLER, J.-M.

1977 « Mobilité géographique et immobilisme social : un exemple voltaïque », *Revue Tiers Monde*, XVIII, 71 : 617-653.

SAUTTER, G.

1980 « Migrations, société et développement en pays mossi », *Cahiers d'Études africaines*, XX (3), 79 : 215-253.

SIDIKOU, A. H.

1974 *Sédentarité et mobilité entre Niger et Zgaret*, Paris, Centre national de la recherche scientifique/Ouagadougou, CVRS, 250-XXII p. (« Études nigériennes » 34).

SKINNER, E. P.

1972 *Les Mossi de la Haute-Volta*, Paris, Éditions inter-nationales, 454 p. (« Nouveaux horizons » E 180).

TALLET, B.

1985 « Espaces ethniques et migrations : comment gérer le mouvement ? », *Politique africaine*, 20 : 65-77.

TAUXIER, L.

1912 *Le Noir du Soudan : pays mossi et gourounsi*, Paris, Larose, 796 p.

1917 *Le Noir du Yatenga : Mossis, Nioniossés, Samos, Yarsés, Silmi-Mossis, Peuls*, Paris, Larose, 790 p.

TERRIER, A.

1898 « La mission Voulet-Chanoine », *Journal des Voyages*, 2<sup>e</sup> sér., 68-72.

VIGUIER, M. P.

1950 « La mise en valeur par la colonisation africaine des terres irriguées du delta central nigérien », *Agronomie tropicale*, V (3-4) : 152-177.

VOULET, Lt.

1897 *Le Mossi et la jonction du Soudan au Dahomey*, Paris, Éditions Administration coloniale, 25 p. (« Conférences »).

ZAHAN, D.

1963 « Problèmes sociaux posés par la transplantation des Mossi sur les terres irriguées de l'Office du Niger », in D. BREBUYCK, ed., *African Agrarian Systems*, London, Oxford University Press : 392-403.